LUNDI 11 SEPTEMBRE 2023 WWW.TEMOIGNAGES.RE

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS N° 21345 - 79EME ANNÉE

Liste de rassemblement PCR-PS-EELV-Banian-Ansamb-Cilaos conduite par Audrey Belim

Sénatoriales : « Défendre l'avenir de La Réunion » présente son programme

Le renouvellement de la classe politique prôné par la liste soutenue par le PCR ne se limite pas à l'apparence de la liste mais figure surtout dans son programme. Ce dimanche, « Défendre l'avenir de La Réunion » a d'ailleurs été la première des 8 listes candidates aux sénatoriales à La Réunion à présenter son programme. C'était ce 10 septembre au Port.

Depuis vendredi, le dépôt des listes candidates aux élections sénatoriales à La Réunion est terminé. 8 listes de 6 candidats vont briguer les 4 sièges de sénateurs élus à la proportionnelle. Parmi ces 8 listes, une de rassemblement comporte le PCR, aux côtés du PS, de EELV, de Ansamb, de Banian et de Cilaos : « Défendre l'avenir de La Réunion ». Elle est conduite par Audrey Belim.

Première liste d'union présentée à la presse le 27 août dernier à Sainte-Suzanne, « Défendre l'avenir de La Réunion » a été également la première à présenter son programme. C'était ce dimanche 10 septembre au Théâtre sous les arbres au Port.

Soutien de 5 maires

Rappelons que cette liste est soutenue par 5 maires présents lors de la conférence de presse du 27 août : Sainte-Suzanne, Saint-Denis, Saint-Benoît, Le Port et Cilaos. Elle est composée de la manière suivante :
En première position : Audrey Belim, secrétaire de la Fédération PS à la Jeunesse et élue de Saint-Denis et à la CINOR.
En seconde position, Jean-Louis Vital, du parti Banian, adjoint délégué à l'urbanisme et au logement de Saint-Benoît et conseiller communautaire à la CIREST.
En troisième position, Annie Hoarau, 2e adjointe à Cilaos depuis 2020.
En quatrième position, Armand Mouniata du parti Ansanm, adjoint au maire du Port et conseiller communautaire au TCO.
En cinquième position, Geneviève Payet, secrétaire régionale d'EELVR.
En sixième position, Marcel Pony du PCR, élu à Sainte-Suzanne, adjoint à l'aménagement, et vice-président de la CINOR.

Renouvellement pour une autre politique

Avec à sa tête une jeune femme de 36 ans, la liste soutenue par le PCR manifeste une volonté de renouvellement et de féminisation du Sénat. Cela se traduit notamment dans le programme présenté par la liste qui aura parmi ses sénateurs une des plus jeunes élues du Sénat au soir du 24 septembre prochain.
La méthode est de travailler au Sénat dans une nouvelle gouvernance, dans la concertation avec les forces vives locales, au premier rang desquelles les maires et leurs équipes municipales, et les élus de proximité. C'est agir dans la transparence en rendant compte régulièrement des enjeux et de l'activité parlementaire sur l'ensemble de La Réunion. C'est pourquoi des points réguliers seront faits entre les sénateurs de « Défendre l'avenir de La Réunion ».

Rééquilibrage du territoire

Parmi les points du programme figure la question du rééquilibrage du territoire. La liste comprend en effet des candidats venant des différentes régions de l'île. Depuis la construction de la route des Tamarins pour désenclaver l'Ouest et le Sud, les investissements se sont encore concentrés dans le Nord. C'est ce que rappellent les fonds considérables déjà engloutis pour la construction d'une demi-route en mer de quelques kilomètres entre Saint-Denis et la Grande Chaloupe.
L'Est et les Hauts ne bénéficient pas de la même attention. C'est pourtant dans ces deux régions qu'existent les plus importantes possibilités d'accueil de la population. Car notre île va passer de 850.000 à un million d'habitants en moins de 20 ans alors que le littoral est déjà saturé, notamment dans le Nord, l'Ouest et le Sud.

Besoin d'importants crédits publics pour sortir du sous-développement

Hier au Port, Audrey Belim a manifesté sa volonté de siéger dans la Commission des Finances du Sénat. C'est un moyen de mieux faire entendre les intérêts de La Réunion car c'est au sein de cette commission que se décident les arbitrages budgétaires.
Touchée par le sous-développement dans de nombreux domaines tels que l'emploi, le système économique, les transports ou la dépendance énergétique, La Réunion a en effet un besoin important de crédits publics pour sortir du modèle néocolonial responsable de ce sous-développement et d'une de ses conséquences, la vie trop chère pour la grande majorité de la population. D'où l'importance de « Défendre l'avenir de La Réunion ».

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Déclaration de Nairobi adoptée à l'issue du Sommet africain sur le climat

Les dirigeants africains s'engagent à poursuivre une croissance verte et inclusive

Selon la déclaration, il faudra mobiliser davantage de capitaux pour le développement et l'action climatique, en particulier l'adaptation.

Les dirigeants africains ont clôturé le Sommet africain du climat, qui a duré trois jours, en appelant la communauté mondiale à agir de toute urgence pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, à honorer l'engagement de fournir 100 milliards de dollars de financement climatique annuel aux pays en développement, et à rendre rapidement opérationnelle la facilité pour les pertes et dommages convenue lors de la COP27 de l'année dernière à Charm el-Cheikh, en Égypte.
De leur côté, les dirigeants africains se sont engagés à élaborer et à mettre en œuvre des politiques, des réglementations et des mesures incitatives pour attirer les investissements locaux, régionaux et mondiaux dans la croissance verte et les économies inclusives.
Dans leur Déclaration de Nairobi sur le changement climatique et leur appel à l'action, les dirigeants africains se sont engagés, entre autres, à :

accélérer davantage l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf),

renforcer l'industrialisation verte à travers le continent en donnant la priorité aux industries à forte intensité énergétique afin de déclencher un cycle vertueux de déploiement des énergies renouvelables et d'activité économique, en mettant particulièrement l'accent sur la valorisation des richesses naturelles de l'Afrique,

redoubler d'efforts pour augmenter les rendements agricoles grâce à des pratiques agricoles durables, afin de renforcer la sécurité alimentaire tout en minimisant les impacts négatifs sur l'environnement.

Selon la déclaration, il faudra mobiliser davantage de capitaux pour le développement et l'action climatique, en particulier l'adaptation. Les dirigeants ont également appelé à une refonte de l'infrastructure financière mondiale actuelle, qui, selon eux, ne répond pas aux besoins des pays en développement.

Dans son discours de clôture, le président kenyan William Ruto a souligné la richesse du continent : le potentiel de l'Afrique est « constitué d'un capital humain incomparablement jeune, résilient et motivé, d'une richesse en ressources naturelles et d'un potentiel en énergie verte ».
Ces qualités, a-t-il ajouté, « définiraient l'avenir des opportunités mondiales pour une prospérité sans précédent et un nouveau paradigme d'industrialisation qui respecte l'environnement et soutient la capacité de notre planète à maintenir la biodiversité ».
La déclaration de Nairobi tient compte de la demande des jeunes Africains de jouer un rôle plus important dans la prise de décision en matière d'action climatique, comme le montre une déclaration de la jeunesse juste avant le Sommet africain du climat qui a été présentée au président Ruto. La déclaration de la jeunesse préconise également la création accélérée d'une banque verte mondiale et d'un nouveau pacte financier mondial qui donneront la priorité aux jeunes et à leurs intérêts dans le financement de la lutte contre les changements climatiques.
Le Sommet africain du climat a débouché sur d'importants engagements en plus de la déclaration. Le président désigné de la COP28, Sultan Al Jaber, a annoncé une initiative de 4,5 milliards de dollars impliquant plusieurs entités basées aux Émirats arabes unis et Africa50 pour développer 15 gigawatts d'énergie propre en Afrique d'ici 2030. Ce financement devrait attirer au moins 12,5 milliards de dollars de financement supplémentaire provenant de sources multilatérales publiques et privées.
L'envoyé spécial des États-Unis pour le climat, John Kerry a annoncé un nouvel engagement de l'administration Biden de 3 milliards de dollars par an pour soutenir l'adaptation dans le cadre de l'initiative américaine PREPARE.
Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Akinwumi Adesina, a annoncé la mise en place d'une facilité d'un milliard de dollars afin d'accélérer le financement de la lutte contre les changements climatiques pour les jeunes entreprises africaines.

Oté

Alé lékol, pou myé konète kréol épi franssé,… épi pou alé pli loin.

Na dé-troi zour, dann télé, mwin la garde in l'émission dsi la rantré in klass biling konm néna in pé partou la Rényon koméla : l'avé in group marmaye bien sinpatik inn amontrèz la lang kréol épi lo nouvo Réktèr mi koné pa ankor lo nom vi k'li sorte arivé.

An parmi bann marmaye néna inn, in pti jenn fiye, la ésplike pou kossa èl la shoizi aprann la lang kréol. El téi vé myé aprann kréol pou myé konète lo kréol épi lo franssé... Ziska zordi arienk bann éspéssyalist i di sa, mé si demoune an zénéral i mète a panss konmsa a toulékou sé in révolission passifik an marsh.

Mi sava pa fé in gran démonstrassion mé lé sir ké ansèrv la lang matèrnèl pliss katrovin pour san la popilassion pou aprann lir-ékrir dann dë lang lé bien pli proférab ké vyolante bann pti marmaye konm i fé ankor zordi konmsi zot lang té pa inn lang é koz zot lang té konm si zot épi zot paran épi bann zénérassion la pass lo tan a mal kozé.

Mwin la touzour antande dir si wi koné dë lang, lé pli fassil aprann in troizyèm épi in katriyèm épi pliss ankor donk marsh kèr klèr dann la diréksion in monde demoune va konète ésprime azot dann plizyèr lang pou bien kominiké… é si i gingn fèr sa sar sirman in gran progré par rapor sak i fé zordi ankor dann l'édikassion nassyonal.

Zordi, ni vé, ni vé pa, noute popilassion, dopi dé zénérassion, la rante an rézistans pou prézèrv sak ni pé dann noute lidantité é si i kontinyé dann mèm shomin lé sirésèrtin nora lo mèm konsékanss avèk bann voiyan dann rouz ké ni koné avèk in gran kantité zilétré, avèk bonpé d'moune kapab ésprime azot dan lé apopré dann franssé épi an difikilté pou aprann bann lang péi déor.

La pa sak ni vé pou nou bann rényoné. Ni vé rante plin pyé dann vintéinyèm syèk san rash noute rassine ébin si sé sak i fo fèr, alon ésséyé, nou ossi nou va gagné konm Moriss i fé déza pou in bonpé d'moune.

Akoz pan ou ossi, a bon antandèr salu !

Justin